

22 mai 2018

## POUR UNE « EUROPE SOUVERAINE »

Première contribution à la réflexion engagée dans toute l'Europe en 2018  
**sous la forme de conventions démocratiques,**  
pour refonder l'Europe.

L'année 2018 sera marquée dans chaque pays membre de l'Union Européenne par une réflexion approfondie sur le devenir de l'Europe. Les premières pistes de réflexion sur cette évolution ont été esquissées dans un discours prononcé par le Président de la République française à la Sorbonne 26 septembre 2017. Selon lui :

«La seule voie qui assure notre avenir, *c'est la refondation **d'une Europe souveraine, unie et démocratique.** L'Europe que nous connaissons est trop faible, trop lente, trop inefficace, mais **l'Europe seule** peut nous donner une capacité d'action dans le monde, face aux grands défis contemporains* ».

Il a souhaité que l'Europe prenne le leadership de la « révolution numérique »

Sans épuiser le sujet, extrêmement vaste, le Comité Pauvreté et Politique présente ci-dessous plusieurs propositions concrètes :

### 1. Réformer le Parlement Européen.

- pour le rapprocher des citoyens
- et pour lui donner plus de pouvoirs

C'est fondamental pour organiser une «souveraineté européenne».

### 2. Assurer une meilleure gestion de l'Euro, notamment par une évolution de la BCE.

3. **Purger l'ambiguïté de l'Europe sur les droits humains** et garantir leur respect dans le commerce mondial, (Nous en sommes très loin, et c'est une compétence exclusive de l'Union Européenne.).
4. **Imposer le respect des droits humains dans le commerce mondial**
5. **Anticiper les conséquences de la révolution numérique**, notamment sur l'emploi. Ces conséquences peuvent être explosives, comme cela a été mis en évidence dès 1998 à l'Unesco, et rappelé à Davos en janvier 2016. Cela pourrait faire échouer l'ambition du Président de la République française qui souhaite voir l'Europe prendre le leadership de cette révolution numérique, tout en lui assignant la mission de devenir à la fois « le leader d'un modèle économique aboutissant à un modèle de civilisation ».
6. **Lever l'obstacle linguistique**, pour rapprocher l'Europe des citoyens.

Il ne faut pas oublier non plus le contexte dans lequel ce projet se situe : l'Europe a enthousiasmé les peuples et aujourd'hui elle est détestée par les mêmes peuples. Certaines causes fondamentales de cette détestation sont développées **en annexe 1 ci-après**. Les mots ne suffiront plus à ramener la confiance. Il faudra proposer des mesures concrètes.

Pour toutes ces raisons, dans le chapitre **«révolution numérique»**, nous concluons en proposant de créer en France une Commission de type «Commission Attali» ou encore «Commission Stiglitz sur la mesure de la richesse», composée des meilleurs experts internationaux. A partir d'une approche complète et générale du sujet (y compris les vulnérabilités), et dans le but d'éviter le prévisible séisme social planétaire qui en résultera si toutes les précautions ne sont pas prises dès le départ, cette commission proposera les mesures à mettre en place au fur et à mesure du développement de cette «révolution».

Cela n'a malheureusement pas été fait lorsque, dans les années 80 – 90, nous avons commencé à supprimer les droits de douane, à ouvrir les frontières et à supprimer les contrôles des changes. Nous sommes aujourd'hui confrontés à d'importants problèmes (inégalités, chômage, dette, évasion fiscale corruption, etc) que nous avons les plus grandes difficultés à résoudre, faute de les avoir anticipés. Même les Etats Unis remettent en cause la mondialisation dans son fonctionnement actuel.

Ne recommençons pas la même erreur avec la révolution numérique, dont l'Europe doit devenir leader.

Enfin, la question de l'avenir de l'Euro est posée. « **La zone euro ne résistera pas aux divergences économiques entre ses États-membres**, car les différences fiscales sont devenues trop importantes pour une union monétaire », affirmait ainsi le 14 mai Bruno Le Maire, lors d'une rencontre avec des journalistes à Bercy

## I – REFORMER LE PARLEMENT EUROPEEN, DE SON MODE D'ELECTION JUSQU'A SON FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN.

L'objectif de ces propositions est double :

- Rapprocher les parlementaires européens des citoyens
- Donner plus de pouvoirs au Parlement Européen.

### I. Rapprocher les parlementaires européens des citoyens.

Pour les élections, le système actuel des listes présente des inconvénients graves.

- Alors qu'au niveau national, il est simple de s'adresser à **son** député ou **son** sénateur, il n'existe aucun lien aussi direct entre un citoyen et les 80 parlementaires européens élus sur des listes. Il en résulte une déconnexion des députés européens avec leurs électeurs, et un désintérêt des citoyens pour le Parlement Européen. Les lobbies se servent de cette faiblesse structurelle du système pour consolider leur pouvoir.

Il faut y remédier, en imaginant un mode de scrutin prenant également en compte la dimension territoriale pertinente, pour combler cette faille. Difficile de croire à une «souveraineté européenne » si le Parlement Européen n'est pas extrêmement proche des citoyens européens.

- La deuxième raison pour modifier le système électoral actuel est la suivante : la décision de faire élire tel ou tel n'est pas prise par les électeurs mais par les partis politiques. A l'aide de sondages ils évaluent grosso modo le nombre d'élus sur leurs listes, et choisissent les premiers en conséquence. Or, ce système électoral de liste à un tour a trop souvent été utilisé par les partis politiques pour éloigner des personnes susceptibles de faire de l'ombre à certains caciques. Ces partis ont donc failli à une de leur missions essentielles : **proposer en tête de listes les personnalités les plus enthousiastes pour siéger au Parlement Européen.**

Comme au surplus, les partis ont perdu la bataille des idées, on ne peut plus s'appuyer sur eux pour reconstruire l'Europe du XXI<sup>ème</sup> siècle. Ils peuvent sans doute jouer encore un rôle dans les élections, mais ce rôle ne peut plus être prépondérant comme ce fut le cas jusqu'ici.

#### 1. Créer une obligation de rendre compte.

Les Parlementaires européens n'ont aucune obligation de rendre compte régulièrement de leur activité, de leurs votes, et de leurs agendas à leurs électeurs. Au XXI<sup>ème</sup> siècle, avec les immenses moyens de communication que nous

possédons, c'est une grande faiblesse de la future souveraineté européenne. Il faut y remédier. (Par exemple, créer **pour chaque liste** un site internet qui fonctionnera durant toute la législature et rendra compte du travail réalisé par les **élus de la liste**.)

## 2. Donner plus de pouvoirs aux députés européens.

- **Exiger des réponses écrites, motivées, médiatisées et rapides de la Commission aux questions des députés européens.** La Commission Européenne est aujourd'hui la seule instance pouvant décider d'un projet de directive ou de règlement. Lorsque le Parlement lui propose un sujet, par le biais d'une résolution, elle n'a aucunement l'obligation de motiver sa décision de refus et encore moins de la rendre publique. Elle n'a même aucun délai pour répondre. Le symbole créé par l'entrée de Barroso chez Goldman Sachs nous montre que cela ne peut plus durer, car les lobbies ont une influence démesurée.

*Toute demande de règlement ou de directive émanant du Parlement Européen devra donc faire l'objet d'une réponse écrite et argumentée de la Commission, dans un délai fixé par le Parlement Européen.* Elle sera lue publiquement au Parlement européen et cette lecture sera suivie d'un débat. Elle sera mise en ligne ainsi que les débats, dans les 27 langues. (Cette procédure apparemment lourde évitera d'éventuels abus)

- **Donner au Parlement Européen un droit d'initiative législatif.** En s'inspirant du modèle français **mais en l'élargissant**, il faudrait donner à chaque groupe parlementaire, un droit d'initiative pour élaborer directement et proposer au vote du PE des directives ou règlements. Chaque groupe parlementaire disposerait annuellement d'un nombre d'initiatives à définir.
- **Créer des sanctions à l'encontre de toute personne refusant d'être auditionnée par le Parlement Européen.** Comme c'est le cas en France, les Commissions créées par le Parlement Européen doivent dans tous les cas avoir le droit d'auditionner qui elles veulent, sous peine de sanctions pour les personnes qui refuseraient de déférer à une demande d'audition. On ne peut plus accepter que des multinationales refusent d'être auditionnées sur les systèmes d'évasion fiscale par les représentants des cinq cent millions de citoyens européens. Ce point est majeur pour la future souveraineté européenne.

Mark Zuckerberg, le PDG de Facebook, sommé de s'expliquer devant le Parlement Européen sur la fuite de données liée à environ trois millions de profils Facebook européens, a dicté ses conditions. Il est venu le 22 mai devant une assemblée réduite aux seuls présidents des groupes au Députés. Or, le Parlement Européen est le représentant des 500 millions de citoyens européens, sachant que les USA ne comptent que 300 millions de citoyens. Intolérable. Le camouflet est monstrueux pour qui a entendu le Président Macron évoquer la «souveraineté européenne» à la Sorbonne le 26 septembre 2017.

- **Donner le droit au PE de consulter la société civile comme il l'entend.** Il faudrait également organiser la possibilité pour le Parlement Européen d'engager lui-même des consultations auprès de la société civile européenne sur de grands sujets. La société civile n'a plus confiance dans les consultations de la Commission Européenne dont les conclusions, après ce type de consultations, ont parfois été risibles. Evidemment, le Parlement Européen aura l'obligation de rendre publiques les résultats de cette consultation.
- **Donner le droit aux citoyens européens d'adresser des pétitions au PE.** Une pétition (dont les conditions de recevabilité sont à définir) devrait pouvoir être adressée au Parlement Européen pour qu'il se saisisse obligatoirement d'un sujet lorsque les conditions de forme sont remplies, et motive sa décision finale qui sera lue en séance publique et sera suivie d'un débat. Le tout sera mis en ligne dans les 27 langues. La commission des pétitions, dans sa forme actuelle, est utile, mais ne répond pas aux défis les plus importants d'aujourd'hui.
- **Encadrer les études d'impact et contrôler leurs réalités au fil du temps.** Qu'ils émanent du Parlement Européen ou de la Commission, tous les textes juridiques futurs devraient impérativement contenir dans leur exposé des motifs :
  - une **étude d'impact** décrivant et mesurant l'effet attendu du projet de Loi (règlement ou directive) sur chacun des trois piliers du développement durable (économique, social et environnemental).
  - le **calendrier** et surtout la liste des **outils de mesure** qui permettront de vérifier les effets de la loi dans les trois domaines économique, environnemental et social, notamment son effet sur la baisse de la pauvreté *en commençant par les plus fragiles et les exclus*.

Les Règlements et directives seront mieux pensées, et plus efficaces. Leurs défauts éventuels seront vite identifiés dans la sérénité et pourront être corrigés en évitant les guerres stériles entre majorité et opposition.

A noter que ces propositions sont aussi utiles au niveau national qu'au niveau européen, car les critères de mesure étant arrêtés dès le vote des textes, **il sera en principe impossible de maquiller adroitement la vérité au moment du bilan**. Les défauts des textes votés apparaîtront nécessairement au grand jour, et pourront donc être corrigés. On peut se tromper. On n'a pas le droit de le cacher. Cette mesure participe à la lutte contre la corruption, l'abus d'influence et les conflits d'intérêts.

- **Créer des clauses de rendez-vous dans toutes les directives et règlements du PE.** A chaque fois que ce sera possible, les règlements et directives devraient contenir une clause de rendez-vous qui permettra de dresser un bilan du texte considéré, et de décider de le reconduire, de le modifier ou encore de le supprimer. Là encore, il s'agit d'un outil qui participera à la lutte contre la corruption, les conflits

d'intérêts et l'abus d'influence, car ces bilans permettront de juger si l'intérêt général a bien été au centre du texte.

- **Appliquer cette mesure aux accords de libre échange.** A nos yeux, cette mesure devrait d'appliquer également aux accords de libre-échange, et surtout aux systèmes d'arbitrage « investisseurs – Etats ».

## II - ASSURER UNE MEILLEURE GESTION DE L'EURO.

- **La règle de l'unanimité.** Il faut mettre un terme à la règle de l'unanimité en matière fiscale, car celle-ci permet à n'importe quel pays membre de se transformer en paradis fiscal et de siphonner impunément les recettes fiscales des autres peuples.  
C'est exactement le comportement que l'Europe reproche à la Chine en matière de commerce mondial : respecter les textes à la lettre, mais les piétiner dans leur esprit. D'où le désamour des citoyens européens avec l'Union Européenne, et les votes extrêmes.
- **La BCE.** Au-delà de ce sujet crucial, la composition du conseil de la BCE devrait être élargie notamment à des universitaires, à des économistes provenant de plusieurs écoles de pensée, et à des parlementaires européens issus de groupes différents. La BCE ne peut pas être qu'une affaire de financiers et de banquiers.
- **La refondation du système de l'Euro.** « L'euro est trop fort de 6% pour la France et trop faible de 15% pour l'Allemagne », selon le FMI. (Figaro le 03/08/2016 à 13:27) L'écart est donc de 21%, et il est impossible de corriger cet écart artificiel de compétitivité par le biais de la valeur de la monnaie, ce qui devrait être le cas.

C'est une catastrophe pour tous les citoyens européens. Et les populations les plus fragiles en Allemagne n'en profitent même pas.

Mécaniquement, le système européen de Maastricht et de Lisbonne enrichit les plus riches et appauvrit les pays qui sont en difficultés, malgré tous les efforts qu'ils pourraient consentir. L'Allemagne refusant toute approche de solidarité au sein de l'Europe, il faut très vite trouver une solution à ce problème sans attendre qu'une majorité de pays vote pour une majorité politique extrême.

En complément de ses efforts, un pays doit pouvoir utiliser l'outil monétaire dans de justes proportions. Ca lui est interdit aujourd'hui. Approfondir la zone euro sans expliquer de manière convaincante comment ce problème sera résolu ne sera pas accepté.

### III- PURGER LE ROLE AMBIGU DE L'EUROPE AU REGARD DES DROITS HUMAINS

**1 – LA FRANCE.** Dans son discours de la Sorbonne, le Chef de l'Etat déclarait :

« Il y a une souveraineté européenne à construire, et il y a la nécessité de la construire. Pourquoi ? Parce que ce qui constitue, ce qui forge notre identité profonde, cet équilibre de valeur, ce rapport à la liberté, **aux Droits de l'Homme**, à la justice est inédit sur la Planète.

**2 – L'ONU.** Depuis 2014 l'Equateur, avec de nombreux pays africains, a pris la tête d'une initiative en faveur d'un traité contraignant de l'ONU pour le respect des droits humains.

Interrogé par la société civile, le Président de la République a confirmé que la France était déterminée à participer et faire aboutir ce projet qui s'inscrit du reste dans la logique de la Loi française du 27 mars 2017 sur la vigilance des multinationales. Cette Loi fait suite à la catastrophe du 24 avril 2013, lors de laquelle un immeuble (Rana Plaza) s'est effondré, causant la mort de 1 200 ouvriers travaillant pour des marques textiles occidentales.

Elle impose aux entreprises françaises de plus de 5 000 salariés en France et 10 000 à l'étranger de mettre en place un plan de vigilance pour prévenir les atteintes aux droits de l'Homme dans leur chaîne d'approvisionnement. En cas de manquement à cette obligation, l'entreprise s'expose à des sanctions financières allant jusqu'à 10 millions d'euros.

**3 – L'UNION EUROPEENNE.** Malgré l'obligation qui lui est faite d'œuvrer sur la planète en faveur du respect des droits humains, malgré la demande expresse qui lui avait été faite par le Parlement Européen dans sa résolution du 27 avril 2017, l'Union Européenne a multiplié les manœuvres d'obstruction sur ce dossier à tel point que la revue Euractiv du 25 octobre 2017 titrait : **l'UE traîne les pieds sur le dossier « Rana Plaza ».**

L'argumentation généralement avancée par la Commission Européenne pour justifier son obstruction est qu'elle estime plus efficace **d'inciter** plutôt que de **contraindre**.

**Parfait, mais ...** le problème est que les incitations de la Commission ne sont guère efficaces. Le Parlement Européen l'a constaté dans sa résolution du 25 octobre 2016, dans laquelle on peut lire : « exprime sa vive inquiétude quant aux violations des droits de l'homme commises dans des pays tiers, notamment à la suite de décisions prises par les **dirigeants de certaines entreprises de l'Union** ».

L'explication de ce triste constat du Parlement Européen nous est donnée par le Président du Forum Economique Mondial de Davos, qui déclarait le 16 janvier 2017 dans Le Figaro : *«Il faut une réforme du système capitaliste. Les gens ne s'y identifient pas en raison de trois sortes de défaillances: la corruption, le court-termisme des acteurs, des mécanismes fondés sur la méritocratie qui en tant que tels engendrent des gagnants et des perdants, or les premiers tendent à se désintéresser totalement du sort des seconds!»,* expliquait-il de façon incisive lors d'un récent passage à Paris ». Tout est dit.

Il faut un débat public des Chefs d'Etats européens sur ce point très précis pour purger cette ambiguïté concernant l'UE et les droits humains.

Evolution de l'Europe ou pas, les citoyens ont le droit de savoir quelle est la position de l'UE sur les droits humains, et quelles actions elle mène pour les faire respecter. Poser cette question est tragique, car ce point ne devrait pas être un sujet. **Tout le monde pensait que la défense des droits humains était gravée dans les gènes de l'Europe.**

#### IV – IMPOSER LE RESPECT DES DROITS HUMAINS DANS LE COMMERCE MONDIAL

Nous sommes à nouveau face à ce problème de droits humains. Nous n'enthousiasmerons jamais personne si nous approfondissons une Europe dont les politiques autorisent encore aujourd'hui des entreprises européennes à faire l'impasse sur les droits humains et les accords internationaux sur l'environnement au nom de la compétitivité.

Nous avons un sérieux problème avec les accords de libre-échange. Leurs 2.000 pages abscondes s'imposent dans le quotidien de tous les citoyens européens, mais ne font l'objet d'aucun débat public pendant leur élaboration. Ils s'imposent aux Lois françaises.

Ces accords sont contestés par la société civile. Pourquoi ?

Parce que la société civile sait parfaitement que l'influence des lobbies dans la conception de ces accords de libre échange est **démessurée**. Comment expliquer autrement cette déclaration de Franz Timmermans, actuel Vice-Président de la Commission : «Pendant trop longtemps l'UE s'est montrée un peu myope, **si ce n'est complètement aveugle** face aux effets négatifs de la mondialisation <sup>1</sup>».

Or, cette mondialisation relève dans certains cas **d'un véritable néo-colonialisme**, qui revêt une forme moderne, plus discrète. (On peut aussi le baptiser « **colonialisme économique**»). Peu importe. Chaque page de la résolution du Parlement Européen du 27 avril 2017 sur le secteur de la confection est édifiante sur les pratiques constatées, et confirme notre analyse.

Rappelons qu'aujourd'hui, l'Europe ne peut en aucun cas empêcher une multinationale d'importer sur son territoire un produit fabriqué par exemple dans des camps de travail forcé, en piétinant la charte de l'ONU et les textes de l'Organisation Internationale du Travail, et au prix de dégâts environnementaux ou climatiques majeurs.

Rappelons aussi qu'aucun accord de libre-échange signé par l'Union Européenne depuis 10 ans ne contient de mesure permettant de stopper sérieusement ce scandale humain et concurrentiel pour les entreprises européennes. C'est la volonté de la Commission Européenne. Les associations en sont réduites à déposer des plaintes (Sherpa et Samsung).

---

<sup>1</sup> Borderlex 1<sup>er</sup> juin 2017. <http://borderlex.eu/timmermans-eu-crisis-opportunity-work-fair-trade/>



Ajoutons que les conséquences des transports des marchandises sont externalisées. Par exemple, tous les effets des gaz à effets de serre émis par le commerce mondial sont mis à la charge des citoyens actuels et futurs de la planète. La Commission Européenne, dans son aveuglement, ne veut rien changer à cette situation, comme le montre le paragraphe 5 de l'annexe 1 ci-après, page 13. Un chapitre entier des accords de libre-échange devrait être consacré à ce sujet.

Cela entraîne de multiples effets dangereux pour l'équilibre des sociétés. On peut citer les dumpings sociaux, fiscaux, environnementaux, voire monétaires. Ces dumpings contraignent les occidentaux à démanteler leurs protections sociales au nom de la compétitivité, d'où le déclassement des classes moyennes, et l'enrichissement exponentiel des plus riches. Cela a également conduit la France à se désindustrialiser beaucoup trop rapidement, sans qu'elle ait pu moderniser parallèlement son outil industriel.

Rien ne semble pouvoir stopper ce phénomène tant que la Commission Européenne refusera toute évolution sur ces points. Nous sommes donc à mille lieues de l'Europe qui protège<sup>2</sup>. Plus on pollue et moins on respecte les droits humains, plus on gagne des parts de marché dans le pays des droits de l'Homme ....

### **Comment croire que tout cela se réglera tout seul et très bien ?**

Pour esquiver ce sujet très gênant, beaucoup d'hommes et de femmes politiques déclarent qu'on n'y peut rien. C'est faux. On peut sans problème rééquilibrer la mondialisation actuelle de façon à faire respecter les droits humains, dont le droit à un climat vivable. (Voir par exemple :

[https://media.wix.com/ugd/146df5\\_d7a0c0d1bd804f92b421fa483d6575eb.pdf](https://media.wix.com/ugd/146df5_d7a0c0d1bd804f92b421fa483d6575eb.pdf)

et surtout

[https://media.wix.com/ugd/146df5\\_8e067fde33c04309a88e9af3d6f92043.pdf](https://media.wix.com/ugd/146df5_8e067fde33c04309a88e9af3d6f92043.pdf)

Les Chefs d'Etats et le Parlement européen ont en effet tous les pouvoirs nécessaires pour replacer la mondialisation au service de l'Homme à commencer par le plus démuné, et imposer le respect des droits humains et environnementaux minimum, sans changer quoi que ce soit aux traités européens.

Nous sommes là devant un préalable à l'approfondissement de l'Europe, pour qu'elle protège enfin nos biens communs que sont les droits humains et l'environnement.

---

<sup>2</sup> L'Europe qui protège est du reste un mensonge d'Etat (ou plutôt de Continent, s'agissant de l'Europe). Ce mensonge est ancien et a fait beaucoup de mal à l'image de l'UE. Personne ne croit plus à cette protection. Un exemple. On pouvait lire dans « **La Lettre de l'Expansion** » du 3 mai 2010 que « lors du sommet européen du 25 mars 2010, le seul point sur lequel la Commission et les Etats membres se mettront d'accord sur le projet «UE 2020», sera la suppression des objectifs chiffrés de baisse de la pauvreté **que Barroso enterrera sitôt les négociations ouvertes**». Barroso, les Chefs d'Etats et leurs conseillers avaient juste oublié que l'année 2010 avait été déclarée avec force tambours et trompettes : «**Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale** » ! Personne n'a démenti l'information, ni déposé plainte contre «*La lettre de l'Expansion*» pour diffamation et fausse information. Un tel cynisme est inouï. (Fort heureusement, le Président Van Rompuy a finalement réussi in fine à empêcher cette infâmie)

## V - ANTICIPER LES CONSEQUENCES DE LA REVOLUTION NUMERIQUE

Sous réserve d'une analyse approfondie, on ne peut être qu'enthousiasmés par les objectifs assignés à l'UE par le Président de la République française. Néanmoins, la réussite n'est pas garantie, si certains aspects de la révolution numérique sont négligés.

Le N° 210 de la revue «Trésor Eco», en date de Novembre 2017, rédigée par la Direction du Trésor du Ministère de l'Economie des Finances sous le titre : «**Mondialisation, croissance et inégalités : implications pour la politique économique** » nous donne un premier éclairage.

Les auteurs de ce document écrivent page 7 : « Pour autant, le progrès technologique semble avoir joué un rôle prépondérant dans l'accroissement des inégalités de revenus au sein des pays avancés, l'ouverture au commerce international jouant un rôle moindre ». Les conséquences de la révolution numérique peuvent donc être redoutables.

### **Cette analyse n'est en réalité pas nouvelle.**

Lors de la troisième séance des «entretiens du XXI<sup>ème</sup> siècle», à l'UNESCO, le **6 avril 1998**, en présence de Boutros Boutros-Ghali<sup>3</sup>, Jacques Attali avait montré que la technologie pousserait à la naissance de trois groupes sociaux, tant à l'intérieur de chaque pays qu'à l'échelle planétaire. Ainsi, il imaginait :

**Premièrement, l'hyperclasse**, un groupe composé de plusieurs dizaines de millions de personnes qui disposeront de tous les moyens de la connexité et de la création, qui créeront, qui manipuleront les informations, qui seront des nomades volontaires, et qui seront dans une situation d'individualisme exacerbé.

**Deuxièmement, les nomades de misère**, au bas de l'échelle, subissant les technologies et qui seront obligés de bouger pour trouver du travail ou pour survivre. Un groupe qu'il évaluait à environ un milliard d'individus.

**Troisièmement tout le reste, une gigantesque classe moyenne**, vivant dans l'espérance factice de rejoindre l'hyperclasse et dans la peur réelle de basculer dans le nomadisme planétaire. Cette classe moyenne, ajoutait-il, « vivra dans le spectacle donné par les nouveaux moyens de communication. La distraction sous toutes ses formes, - jeux, loisirs, fêtes, sports, religions (au sens de la multiplication des sectes), cinéma, voyages dans l'espace, - deviendra absolument vitale pour maintenir l'ordre social. Spectacles et distractions vont devenir plus que jamais des industries majeures, car si la réversibilité et la précarité deviennent la règle, il faudra le faire oublier<sup>4</sup> ».

<sup>3</sup> A l'époque secrétaire général de l'ONU

<sup>4</sup> Dans son livre « l'économie mondialisée », (Dunod 1993), Robert Reich, Ministre du travail sous la première administration Clinton, aboutissait à la même conclusion (la division en trois classes telle qu'elle était décrite par Attali). Il est vrai que la mondialisation et les nouvelles technologies se renforcent mutuellement pour le meilleur mais aussi pour le moins bon.

Nous y sommes. La peur des classes moyennes est bien là. La délinquance, le chômage, la consommation de stupéfiants et la perte de repères en sont des manifestations parmi d'autres. Ces phénomènes négatifs et potentiellement explosifs se retrouvent dans presque tous les pays développés, notamment aux Etats Unis, au Royaume Uni et en Allemagne, trois pays pourtant cités en exemple pour leur réussite économique, comme l'ont montré les derniers scrutins.

Il faut également citer le Forum Economique Mondial de Davos, qui a consacré sa session 2016 à la révolution numérique dénommée : «**la quatrième révolution industrielle**».

Un résumé des débats et conclusions de ces réflexions de Davos a été publié par le journal LES ECHOS du 25 janvier 2016 sous le titre : « Le regard des économistes sur la quatrième révolution industrielle ». <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/021645413111-davos-le-regard-des-economistes-sur-la-quatrieme-revolution-industrielle-1194978.php>

On peut y lire que si toutes les conséquences de cette quatrième révolution industrielle ne sont pas anticipées par les dirigeants, nous assisterons au **développement «de niveaux d'inégalités de revenus bouleversants dans le monde entier»**.

Ce n'est pas étonnant, dès lors que « l'impact de ces perturbations technologiques pourrait affecter jusqu'à 20% du PIB et **40% des emplois en 2030** ».

On notera aussi qu'un consensus semble s'être dégagé sur le fait que les marchés du travail et les sociétés vont rencontrer de graves problèmes, étant donné que les emplois de niveau intermédiaire issus d'anciennes compétences seront détruits plus rapidement que ne peuvent être créés des emplois comparables issus des nouvelles compétences.

Ce qui a fait dire à l'un des économistes présents à Davos (Kemal Dervis) : « **C'est pure folie de penser que les marchés peuvent gérer à eux seuls l'impact transformatif de cette révolution numérique** ». Il faudra donc une intervention forte et coordonnée des Pouvoirs Publics, d'autant plus que les pays en développement risquent de rencontrer encore plus de difficultés que les pays développés. Sans oublier que presque tous les observateurs s'attendent à ce que la politique et les systèmes politiques planétaires soient affectés par ces changements.

Il est donc clair que si l'Europe devient rapidement l'un des leaders de la révolution numérique, **ce qui est son devoir et sa vocation**, mais ne parvient pas à gérer correctement son impact sur les citoyens, sur les entreprises et sur les systèmes politiques, nous assisterons à un séisme social planétaire et à la violence qui l'accompagnera.

D'autant plus qu'il faut ajouter à ce tableau qu'en 2014, le Président du Forum de Davos, Klaus Schwab<sup>5</sup>, avait qualifié de «poudrière» la situation des 75 millions de jeunes sans emploi sur la planète et que ce phénomène n'est pas réglé.

---

<sup>5</sup> Les Echos, 20 janvier 2014

Et qu'en 2015, parmi les 10 grandes tendances prévisibles identifiées par le Forum de Davos<sup>6</sup> les deux premières étaient :

- L'augmentation des inégalités de revenus
- La croissance constante du chômage

Trois ans après, la préoccupation reste la même. Le 18 janvier 2018, Euractiv titrait : « Face à la hausse des inégalités, Davos **s'inquiète pour le futur de l'humanité** ».

Tout cela se situe dans un contexte où chacun peut constater que l'évasion fiscale planétaire a atteint un niveau sans précédent (voir le rapport du Parlement européen du 16 novembre 2017), lequel est partiellement responsable de l'endettement faramineux des Etats, ce qui va compliquer encore la gestion sociale de cette quatrième révolution industrielle.

On peut donc se demander s'il ne serait pas judicieux de créer **d'ores et déjà** en France une Commission de type «Commission Attali» ou encore «Commission Stiglitz sur la mesure de la richesse», composée des meilleurs experts internationaux. A partir d'une approche complète et générale du sujet (y compris les vulnérabilités), et dans le but d'éviter le prévisible séisme social qui en résultera si toutes les précautions ne sont pas prises dès le départ, elle proposera les mesures à mettre en place au fur et à mesure du développement de cette «révolution».

## VI – LEVER L'OBSTACLE LINGUISTIQUE

Au nom des coûts de traduction, l'Union Européenne a pris l'habitude de traduire dans les 24 langues officielles les seuls documents définitifs, c'est-à-dire les documents sur lesquels il ne peut plus y avoir débat. Cela vaut également pour les consultations de la Commission auprès des citoyens sur certains projets, les ordres du jour du Parlement européen et de ces commissions etc... Tout cela est Impossible à suivre correctement par des journalistes ultra pressés. C'est donc l'opacité qui règne.

Tout le reste est rédigé uniquement en anglais, sauf pour les Chefs d'Etats, car tous ne parlent pas anglais tant s'en faut. **C'est la manière la plus efficace d'éloigner les citoyens de l'Europe.** Cela facilite le travail des lobbies et cela crée ensuite des contestations et des manifestations.

En effet, la majorité des 500 millions de citoyens européens ne comprend pas, n'écrit pas et ne parle pas en anglais. Il ne peut donc pas y avoir la moindre esquisse de démocratie participative dans la situation actuelle. Ajoutons aussi qu'en France, de nombreux parlementaires sont mal à l'aise avec l'anglais. De même, à l'exception notable de Jacques Chirac et Emmanuel Macron (seuls capables de prononcer un discours en anglais ou de tenir une conférence de presse en anglais), nos Présidents ont toujours été très faibles en anglais.

---

<sup>6</sup> On retrouve ces deux tendances dans les défis identifiés à Davos pour 2018.

Certes, l'Europe de demain exigera des citoyens la connaissance de plusieurs langues.

Cette exigence pose peu de problème en Europe du Nord, mais elle sera longue à mettre en œuvre dans l'Europe du Sud<sup>7</sup>. Si seule, l'élite européenne et le Royaume Uni comprennent quelque chose à l'Europe, et si une moitié sinon une majorité d'européens ne comprennent pas ce qui s'y passe au quotidien, **l'échec sera au bout du chemin.**

L'état de l'école dans de nombreux pays nous montre que l'effort à conduire est immense et demandera plusieurs dizaines d'années avant de porter ses fruits.

La Commission européenne, tout en se targuant d'avoir créé le meilleur service de traduction du monde, prétend que des traductions plus nombreuses conduiraient à des coûts trop élevés. Comme si l'argent était supérieur à la cohésion européenne !

Ne pourrait-on diminuer très légèrement la contribution des Etats au budget européen, pour financer dans chaque pays un puissant service à créer, dont la mission serait de traduire tous les textes européens dans les langues nationales ? Pour la presse nationale, l'efficacité de l'information serait sans précédent, ce qui serait excellent pour permettre aux peuples de s'approprier l'Europe

## ANNEXE

### POURQUOI L'EUROPE EST-ELLE DETESTEE PAR LES PEUPLES ?

Fondamentalement, cela tient d'une part aux politiques européennes, et d'autre part à l'irresponsabilité des chefs d'Etats dans la gestion de l'UE et l'interprétation des traités. Cela a mécaniquement conduit à une surpuissance des très grandes entreprises et à un affaiblissement considérable des Etats, ceux-ci ayant accepté de se placer eux-mêmes en concurrence parfaite sur injonction de ces très grandes entreprises. Les citoyens, et tout particulièrement les classes moyennes et pauvres, payent aujourd'hui le tribut de ces politiques aberrantes. Ainsi :

1. L'Europe est devenue un lieu de dumping fiscal, social et environnemental, contre lesquels il est quasiment impossible de lutter, comme le montre notamment le rapport du Parlement Européen **du 16 novembre 2017** sur le blanchiment des capitaux l'évasion fiscale et la fraude fiscale.

Ce rapport décrit toutes les manœuvres, les obstructions, les actes de mauvaise volonté et autres actions de retardement des responsables nationaux et européens. Il est accablant pour les Chefs d'Etats et la Commission européenne. **Pire, le Parlement Européen lie étroitement «blanchiment des capitaux» et «financement du terrorisme», ce qui fait froid dans le dos (points 36 et**

---

<sup>7</sup> Ne faisons pas de complexes : fort peu de Britanniques ou d'Américains parlent français allemand ou italien.

**suivants). Il est impossible de démontrer qu'aucun pays Européen n'a financé ou laissé financer du terrorisme, alors que les jeunes militaires et policiers européens risquent chaque jour leur vie pour combattre le terrorisme.** Tout est résumé au point 187 du rapport. Une grande partie de la dette publique est aussi la conséquence directe de ces abus. Comment s'étonner de la perte du consentement à l'impôt des citoyens<sup>8</sup> ?

Il vaudrait mieux que ce rapport ne soit pas lu par le grand public, compte tenu de la gravité des manquements constatés par les députés européens. C'est peut-être pour cela que la presse ne lui a donné aucun écho.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A8-2017-0357+0+DOC+XML+V0//FR>

2. Le Parlement Européen n'est en pratique qu'un grand conseil économique et social. Il n'a même pas le droit d'imposer à la Commission l'étude d'un projet de Loi. Il n'ose même pas menacer de refuser d'approuver un texte de la Commission qui ne tiendrait pas compte des résolutions qu'il vote (C'est typiquement le cas pour les accords bilatéraux de libre-échange). Les députés européens sont donc soit schizophrènes (c'est peu probable) soit dominés. La plupart de leurs résolutions restent sans suite concrète. Nous verrons dans un an quelles suites ont été données aux conclusions du rapport sur le blanchiment évoqué ci-dessus.
3. La Commission Européenne est-elle même dominée par les lobbies, comme le montre l'exemple de Barroso, qui a intégré Goldman Sachs après avoir présidé la Commission européenne pendant 10 ans. Les sommets de l'arrogance des puissants ont été atteints lorsque, face aux 28 peuples qui s'offusquaient de ce pantouflage à la Banque Goldman Sachs (et du conflit d'intérêt qui l'avait précédé), Barroso a répondu par un « bras d'honneur ». L'UE n'a même pas tenté de saisir la Cour de Justice ! C'est donc à l'évidence Goldman Sachs qui a inspiré et imposé la politique européenne pendant 10 ans.
4. Karel DE Guth, ancien commissaire au commerce extérieur de BARROSO, a illustré cette situation de façon extraordinaire. Lors d'une séance au Parlement Européen, il s'est moqué publiquement au Parlement Européen de l'étude sur laquelle il s'est pourtant appuyé pour obtenir un mandat des Chefs d'Etats afin de négocier l'accord de libre-échange avec les Etats Unis (TAFTA). Or, cette étude avait été commandée par lui, il l'avait lue et il avait donné ordre à l'UE de la payer. Enfin, il l'avait mise en ligne sur le site de la Commission. On reste sans voix devant un tel cynisme !

---

<sup>8</sup> EURACTIV du 3 janvier 2017 nous apprend par exemple que Malte, reçoit 1474 % de son PIB en investissements étrangers. La déloyauté est totale. La commission de travail la plus opaque de toute l'Union Européenne est celle qui élabore la liste des paradis fiscaux, (dont Malte ne fait pas partie.

[http://www.dailymotion.com/video/x1uga5b\\_ttip-les-mensonges-de-la-commission-europeenne-en-direct-live\\_webcam](http://www.dailymotion.com/video/x1uga5b_ttip-les-mensonges-de-la-commission-europeenne-en-direct-live_webcam)

5. On peut également citer le comportement aberrant de la Commission Européenne lors de la Conférence de Paris sur le climat en décembre 2015. Selon l'ONG Corporate Europe Observatory (CEO), la direction générale "Action pour le climat" de la Commission Européenne avait adressé au Comité de la politique commerciale du Conseil, le 20 novembre 2015, c'est-à-dire en amont de la COP21, une note dans laquelle l'Union européenne avait osé donner les instructions suivantes à ses représentants : « **Aucune mention du commerce ne doit figurer dans tout accord sur le changement climatique. Et l'UE est contre "toute mention explicite du commerce", toute mention des droits de propriété intellectuelle, et elle promet que l'UE minimisera "les discussions sur les questions liées au commerce" »**, indiquait le CEO. <http://www.politis.fr/COP-21-La-Commission-europeenne-a,33378.html>

Comme si le transport de marchandises à travers la planète n'avait aucune incidence sur les émissions de GES. Comme si la Commission Européenne ignorait que le réchauffement climatique est un «**accélérateur de misère**», Dans les zones touchées par les catastrophes naturelles, les pauvres sont en première ligne.

C'est même plus grave qu'on pourrait le penser. Dans son discours du 17 décembre 2017, à Paris, sur la mise en œuvre de la COP 21, le Président de la République française déclarait : « Le seuil de l'irréversible a été franchi.....

.....Les équilibres de la planète sont prêts à rompre, comme le traduisent le réchauffement des océans ou la disparition de nombreuses espèces menacées. L'ensemble de l'humanité est ainsi touché, en particulier les populations les plus vulnérables. Car le dérèglement climatique ajoute l'injustice à l'injustice, ajoute de la pauvreté à la pauvreté, ajoute de l'insécurité à l'insécurité. Il touche en particulier ceux qui sont déjà les plus fragiles ».

**Tout cela, était archi connu de la Commission Européenne en décembre 2015, étant donné les moyens d'information immenses dont elle dispose.** Cet ordre était donc particulièrement cynique et indécent. Surtout, il faisait éclater au grand jour l'hostilité de la Commission envers les gens<sup>9</sup>, **conséquence de son allégeance aux lobbies comme le montre la note de bas de page ci-dessous.**

<sup>9</sup>. Aucun fonctionnaire mû uniquement par l'intérêt général n'aurait eu l'idée de donner de telles instructions qui vont à l'encontre de l'intérêt des peuples. Manifestement cet ordre a été donné sur injonction des lobbies. C'est une parfaite illustration de la déclaration de Klaus Schwab, Président fondateur du Forum Economique Mondial de Davos, parue dans LE FIGARO du 16 janvier 2017, citée page 6 (chapitre III paragraphe 3) de la présente note.

Pour résumer l'ensemble, on peut dire que « l'Europe souveraine, unie et démocratique » que le président de la République Française appelle de ses vœux, est perçue aujourd'hui comme une souveraineté des 30.000 lobbyistes qui tiennent en respect la Commission et les 27 chefs d'Etats. Tout cela est démontré sans discussion possible dans le rapport précité du Parlement Européen.

C'est dire que la réforme envisagée de l'UE devra être conduite avec détermination et rigueur, sur la base d'objectifs clairs. **Elle ne pourra pas en aucun cas se traduire par un mauvais compromis, faute de mieux.** Le remède serait pire que le mal.

Ni mauvais compromis, ni solution ignorant les attentes des peuples.

Si une opération chirurgicale s'impose, il faudra la pratiquer, parce que, oui : « **seule l'Europe** peut nous donner une capacité d'action dans le monde, face aux grands défis contemporains ».

---